

Don de kits alimentaires : L'ambassade de chine au Mali au secours des familles déplacées du centre Mabilé

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 11 AOUT 2023

1403

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



25ème session de l'ANASER : 8 189 accidents ayant entraîné 8 297 blessés et 684 tués en 2022 !



Emploi et Formation Professionnelle : Mme Bagayoko Aminata TRAORE en visite de terrain



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

15 Juillet
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

23

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

637 730 Vaccinations incomplètes

4 197 426 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33 151

Guéris

32 332

Décès

743

dont 00 fait l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.18



P.21



UNE	Conférence de presse de APPEL DU 20 FEVRIER : « C'est la dictature contre la démocratie »	P. 5
BREVES	Campagne cotonnière 2023/2024 : Une tournée dans la zone CMDT	P. 10
	Mali : Suspension de la délivrance des visas aux ressortissants français !	P. 10
	Adoption de la nouvelle constitution : La LIMAMA enjoint la communauté musulmane à l'acceptation pacifique	P. 11
	Niger : La CEDEAO tient au retour à l'ordre constitutionnel !	P. 11
ACTUALITES	Emploi et Formation Professionnelle : Mme Bagayoko Aminata TRAORE en visite de terrain	P. 14
	25ème session de l'ANASER : 8 189 accidents ayant entraîné 8 297 blessés et 684 tués en 2022 !	P. 15
	Don de kits alimentaires : L'ambassade de Chine au Mali au secours des familles déplacées du centre Mabilé	P. 17
	Cherté de la vie : Les prix des denrées de première nécessité montent en flèche	P. 18
POLITIQUE	Femmes et élections : Oumou Ba sensibilise ses camarades	P. 20
	Journée mondiale des droits de l'enfant : L'engagement ferme du MPFEF	P. 21
CULTURE ET SOCIETE	L'énergie renouvelable : Une « alternative » au déficit énergétique au Mali	P. 22
INTERNATIONAL	Niger : 21 ministres pour diriger la transition	P. 23
	Coup d'état au Niger : La Russie appelle à privilégier une issue pacifique	P. 24
SPORT	Communiqué de presse de la fédération malienne de football sur le mandat de dépôt émis à l'encontre le président, M. Mamoutou Touré	P. 25

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Moini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



INPS Au service des assurés sociaux

Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités



Conférence de APPEL DU 20 FEVRIER

« C'est la dictature contre la démocratie »

Suite à la situation politique préoccupante au Niger et à l'implication éventuelle du Mali dans un conflit dans ce pays, l'Appel du 20 Février pour sauver le Mali a tenu une conférence de presse le samedi 5 août dernier. L'objectif de cette rencontre avec les médias était de dénoncer les actions des autorités maliennes de la transition, notamment leur soutien aux putschistes au pouvoir au Niger. Cet article de reportage reviendra sur les différents points abordés lors de cette conférence.

Lors de cette rencontre, plusieurs sujets ont été discutés par les membres de la coordina-

tion de l'Appel du 20 Février. Tout d'abord, la situation au Niger a été évoquée, ainsi que la validation des résultats du scrutin référendaire et la promulgation d'une nouvelle loi fondamentale. Les membres de la coordination ont souligné l'importance du respect de ces processus par les autorités de la transition.

Une des principales préoccupations exprimées lors de la conférence est la menace formulée par la transition malienne, conjointement avec le Burkina Faso et la Guinée, s'opposant à toute intervention de la CEDEAO au Niger. Ils se sont même déclarés prêts à

intervenir militairement pour protéger le pays et se retirer complètement de la CEDEAO. En réponse à cette menace, l'Appel du 20 Février a organisé cette rencontre afin de dénoncer cette position et de rappeler que le gouvernement de transition n'a pas le droit d'entraîner le Mali dans une guerre contre la CEDEAO.

De plus, selon Drame Diarra, magistrat, "les autorités de la transition ne sont pas seulement des putschistes, elles font aussi la promotion du putsch." Et le juge Diarra ajoute que depuis leur arrivée au pouvoir, les autorités de la transition ne font que violer nos lois. "Ils ont violé la constitution de 1992,



ils ont violé la charte de la Transition et la constitution qui vient d'être promulguée il n'y a même pas un mois, ils l'ont violée." La situation est très grave, s'alarme-t-il. "C'est la dictature contre la démocratie".

Les membres de la coordination ont également souligné que l'Accord de l'Appel International à la Grande Explication (AIGE) s'est déclaré dans cette guerre, rendant la situation encore plus complexe pour le Mali.

Ils ont également affirmé que le gouvernement malien violait la nouvelle constitution récemment publiée, qui qualifie le putsch de crime imprescriptible selon l'article 187. Ils ont vivement critiqué le comportement des autorités maliennes, les accusant de désintérêt envers le peuple malien.

L'Appel du 20 Février pour sauver le Mali a protesté contre l'implication du Mali dans le conflit au Niger et a souligné que la menace de retrait de la CEDEAO ne relève pas de la compétence de la transition. Les membres de la coordination ont appelé les militaires au pouvoir à fournir les moyens nécessaires pour organiser des élections et rétablir la démocratie dans le pays.

Lors de la conférence de presse organisée par l'Appel du 20 Février pour sauver le Mali, les dérives des autorités maliennes de la transition dans leur soutien aux putschistes au pouvoir au Niger ont été dénoncées. Les membres de la coordination ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'implication du Mali dans un conflit extérieur et ont appelé à la restauration de la démocratie dans le pays. Il reste à voir quelles actions seront entreprises par les autorités maliennes en réponse à ces préoccupations légitimes.

Siguéta Salimata Dembélé

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "

74% Malikilé
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

■ MALI TV



Les CONCOURS et RECRUTEMENTS au Mali se REPOSENT sur L'ARGENT et les BRAS LONGS. Les PAUVRES n'ont pas ASSEZ de PLACES.

■ Facely Konaté



Quand le président #Bazoum tentait de justifier au nom de l'UA, le putsch au #Tchad. Il affirmait de façon voilée qu'on a sacrifié la démocratie au Tchad sur l'autel de la sécurité et de la stabilité dans la région. Aujourd'hui, on est prêt à rétablir l'ordre constitutionnel au Niger, peu importe la situation. Et comme l'histoire est têtue, ces incohérences de nos organisations finissent toujours par rattraper. Quel que soit la forme ou le motif d'un coup d'Etat, il doit être condamné et vigoureusement sans faire dans la demi-mesure. Mais je suis convaincu qu'après cet épisode du #Niger, chacun essayera de revoir sa copie.

■ BurkinaWeb.net



Air France ne pourra reprendre ses vols au Burkina sans l'approbation de l'ANAC-BF Ouagadougou, 10 août 2023(AIB)-Alors que la compagnie Air France comptait reprendre ses vols samedi, après une "suspension soudaine et sans préavis" de cinq jours, l'Agence nationale de l'aviation civile du Burkina Faso lui a notifiée qu'elle devrait d'abord obtenir une approbation de son nouveau programme de vols. Le Directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile du Burkina Faso (ANAC-BF), Dr Hyacinthe Thomas Compaoré, a dans un courrier, rappelé à Air France, "l'importance d'une communication transparente et proactive en cas de perturbations majeures."

M. Compaoré fait allusion à la suspension des vols de Air France au Burkina Faso du 7 au 11 août 2023, en raison de la situation au Niger et dans la sous région.

Selon Thomas Compaoré, cette "suspension soudaine et sans préavis constitue un manquement grave", conformément à l'accord bilatéral signé le 29 mai 1962 à Paris entre le Burkina Faso et la République française. "Par conséquent, la reprise de vos activités nécessitera l'approbation préalable d'un nouveau programme de vols pour la suite de la saison Été 2023", a prévenu l'autorité burkinabè à Air France.

"Je vous exhorte vivement à réexaminer vos procédures internes en matière de gestion des situations de perturbation

et à mettre en place des protocoles de communication clairs en cas de suspensions de vols.", a conclu Hyacinthe Thomas Compaoré.

Agence d'information du Burkina



■ Djimé Kanté



A BÈ KAIRA ALLAH GNÈNA

Il n'ya rien de plus insupportable que cotoyer un frère pendant ses derniers instants de vie. Cela devient encore plus compliqué lorsque ce dernier se tourne vers toi et te considère comme un ultime recours.

Yascoul voulait vivre bien qu'il se savait très malade. Yascoul ne voulait pas mourir avant de tenir dans ses bras cet enfant que l'une de ses épouses attend et qui pourrait naître ses deux jours là.

Il n'ya rien de plus douloureux que regarder un jeune sportif si beau, si galant et si brillant dans son lit d'hospitalisation t'expliquant les douleurs qui le malmènent.

Kolonel Yas Coul s'est battu comme un digne soldat malien face à l'ennemi. Ce combat, il l'a perdu car la volonté divine devait s'imposer à tous. J'imagine dans quel état doit se trouver ses épouses, sa mère dont il était l'unique garçon (les

autres enfants étant de braves dames). J'imagine le regard de ses enfants devenus désormais ORPHELINS DE PÈRE. J'imagine la souffrance dans la poitrine de sa famille biologique et professionnelle. J'imagine la douleur de Fof Maribelle Koumare son médecin traitant.

L'annonce de la mort de Yascoul me donne envie de demander pardon à tous ceux dont j'ai fait mal un jour sans le savoir car la vie est vraiment courte.

Vas en paix brave guerrier et que l'immense jardin du Firdaws soit ta dernière demeure.

Ainsi va la vie !



Wassim Nasr



Un jour @mohamedbazoum, qui n'a toujours pas signé sa démission & qui est toujours séquestré avec sa famille, m'a dit, « mourir [pour le #Niger] fait partie du métier de Président ». Maintenant on apprend via @AP que la junte menace de le tuer



Sambou Sissoko



10 AOÛT 2023:
UNE DATE HISTORIQUE POUR LA CÉDÉAO!

Présidence de la République du Sénégal

1 h · 🌐

Le Président **Macky SALL** a participé, ce jeudi 10 août 2023 à Abuja, au Sommet extraordinaire des Chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La CEDEAO a ordonné ce jeudi, à l'issue du sommet, l'activation de sa force d'attente, suite au coup d'État du 26 juillet au Niger. Toutefois, l'organisation a réitéré qu'elle est favorable à une résolution pacifique de la crise.

👍👎🗨️ 637
215 commentaires

👍 J'aime
💬 Commenter
➦ Partager



Abdoulaye Kone



#Mali, Nouveau code minier : La part du Malikura dans notre Or, passe de 10% à 35%.
#malikuratassira

LSI AFRICA



A l'instant : selon de nouvelles révélations de @CNN, le président Mohamed Bazoum est réduit à ne «manger que du riz sec et des pâtes», et s'est vu refuser tout contact humain, y compris celui de son médecin.

Le dirigeant et sa famille seraient détenus sans électricité ou médicaments. #NigerCoup #Niger



■ Aziz Maïga ne ment pas



Mali Des nouvelles hostilités, des menaces ou qu'est-ce qui va se passer les prochains jours au Mali? La tension est montée au dernier degré. A quelques jours du retrait de la @UN_MINUSMA, du camp de #Ber, l'armée malienne est déjà prête à reprendre le contrôle de cette zone qu'elle ne contrôle plus depuis plusieurs années, le bastion numéro 2 de la #CMA après KIDAL. Selon certaines de mes sources, la #CMA ne cédera pas et prête à défendre. Les prochains jours ou quelques heures nous en diront plus. @AzizMaigaNMP

■ Gouvernement du Mali



11e congrès de la SOCHIMA (Société de Chirurgie du Mali) ;

Madame le Ministre de la Santé et du Développement Social Colonel Assa Badiallo Toure a participé à la cérémonie de lancement aux côtés du Premier Ministre Dr Choguel Kokalla Maïga Chef du gouvernement le mercredi 09 août 2023 au CICB. Une occasion pour le Premier Ministre Maïga d'encourager les praticiens de la chirurgie du Mali et d'ailleurs à redoubler d'efforts au profit des patients et du secteur de la santé. Le

Chef du Gouvernement a également rappelé l'importance de la chirurgie dans la réduction des complications des pathologies chirurgicales.

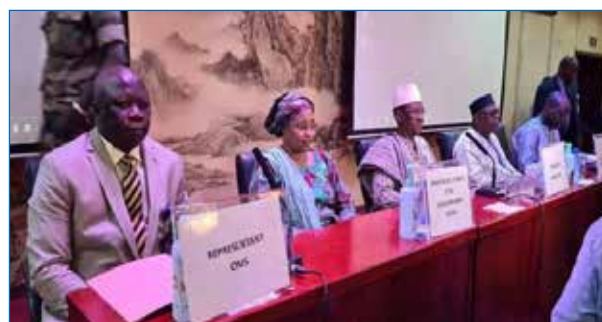
Il n'a pas manqué de saluer l'organisation des journées de soins gratuits ayant permis l'opération chirurgicale de 356 malades par les vaillants praticiens de la SOCHIMA en prélude à ce 11e congrès au niveau du CHU Gabriel Toure et des CSRef des communes I, IV et VI du District de Bamako .

Pour rappel madame le Ministre de la Santé et du Développement Social avait donné le top départ de ces interventions chirurgicales au CSref de la Commune VI.

Au cours de cette cérémonie de lancement, le Premier Ministre Dr Choguel Kokalla Maïga se dit très préoccupé par les grèves dans les Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) paralysant à des endroits le bon fonctionnement de nos structures de santé. Il appelle les acteurs à se retenir et à trouver une solution définitive à cette préoccupation.

Ce lancement a vu la présence du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le Ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction citoyenne, le Ministre de l'Entreprenariat national de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, celle de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, et celui de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement durable.

Prennent part à cette rencontre savante de trois jours les congressistes du Burkina Faso, du Bénin, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Niger. CCOM /MSDS



Campagne cotonnière 2023/2024 : Une tournée dans la zone CMDT



Dans le cadre de la Campagne cotonnière 2023/2024, le ministre de l'Agriculture M. Lassine DEMBELE accompagné d'une forte délégation a entamé une tournée dans la zone CMDT. Il s'agit notamment de Bougouni (filiale Sud), Sikasso (filiale Sud), Koutiala (filiale Nord-est) et Fana (filiale Centre). Ladite tournée a commencé le jeudi 03 août 2023. La délégation était dirigée par le PDG de la CMDT Dr.Nango DEMBELE en présence du Président de l'APCAM, le Mandataire Judiciaire de la CSCPC ainsi que des techniciens et Cadres de ces institutions respectives.

Les objectifs principaux de cette mission étaient : la présentation et la prise de contact du nouveau ministre de l'Agriculture, le point de l'approvisionnement des producteurs de coton en intrants agricoles et la problématique de gestion des jassides et la physionomie de la campagne.

Pour la journée du jeudi, les activités ont proprement débuté par la visite de la Coordination de Bougouni qui fait partir de la Filiale Sud de la CMDT. Après une visite de courtoisie aux autorités coutumières de la ville, ladite délégation s'est rendue à Bohi dans le secteur de Kolondièba. Cette localité se trouve à quelques kilomètres de la ville de Bougouni. Les cotonculteurs et leurs familles ont réservé un accueil chaleureux aux hôtes. Ensuite, ils se sont dirigés vers les champs de coton et de maïs de Monsieur Diakaridia Koné.

Sur place, le Ministre, ainsi que le PDG de la CMDT ont été agréablement surpris d'observer l'aspect très satisfait des champs visités.

Diakaridia Koné, cultivateur, a remercié l'Etat et tout l'encadrement de la CMDT. Ensuite, il a donné l'affirmation d'avoir reçu les Intrants et les pes-



Mali : Suspension de la délivrance des visas aux ressortissants français !



À travers une note d'information postée sur sa page officielle, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale affirme avoir été surpris d'apprendre par voie de presse que le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français a classé le Mali en zone rouge. Les raisons avancées sont supposées de « fortes tensions régionales ».

Au même moment, la suspension de la délivrance des visas et la fermeture du centre de visas et du centre d'appels « Capago » ont été constatées par les Services de l'Ambassade de France à Bamako. En effet, le Ministère en charge des affaires étrangères a annoncé qu'en application de la réciprocité, la délivrance de visas aux ressortissants français par les services diplomatiques et consulaires du Mali en France est aussi suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Boulby/Malijet.com
Source : Malijet

ticides à temps et a même déjà bouclé le 3e traitement de son champ de coton. Il a ajouté qu'il n'a eu aucun souci avec les ravageurs à cette date. Il faudra retenir que malgré le démarrage difficile de la campagne à cause de la timidité de la pluviométrie, le secteur de Kolondièba est à 101 % d'exécution de son plan de campagne en ce qui concerne le coton.

Bouba/Malijet.com
Source : Malijet



Adoption de la nouvelle constitution : La LIMAMA enjoint la communauté musulmane à l'acceptation pacifique



Le bureau exécutif de la Ligue malienne des imams et érudits pour la solidarité islamique (LIMAMA) a organisé un point de presse le samedi 5 août 2023 au siège de l'organisation à Sotuba. L'objectif de cette rencontre était de réagir à la promulgation de la nouvelle constitution et d'émettre des avis sur la question. Les principaux participants à cette déclaration étaient El hadj Fodé Cissé, président de la LIMAMA, Gaoussou Sidiki Minta, secrétaire général, et M. Bailla Bah, secrétaire administratif.

Dans un communiqué rendu public et lu par M. Bailla Bah, la Ligue malienne des imams et érudits pour la solidarité islamique exprime sa reconnaissance quant au soutien massif dont a bénéficié la nouvelle constitution de la République du Mali, lors du référendum du 18 juin 2023. Cette constitution a été promulguée le samedi 22 juillet 2023 par le Président de la Transition. Dans ce contexte, la LIMAMA appelle la communauté musulmane à accepter cette nouvelle constitution en toute sérénité. Toutefois, l'organisation souligne qu'elle restera attentive et remplira son devoir de surveillance citoyenne sur toutes les questions d'intérêt national, notamment en ce qui concerne la gestion de la laïcité. La LIMAMA reconnaît ainsi la nécessité de veiller à ce que les principes de la laïcité soient équilibrés et respectueux des valeurs et croyances de tous les citoyens, tout en préservant l'harmonie sociale. La Ligue malienne des imams et érudits pour la solidarité islamique rappelle son engagement en faveur de la paix, de la tolérance et du dialogue interreligieux, tout en encourageant l'ensemble de la communauté musulmane à rester unie dans ces moments cruciaux pour le pays. Cette déclaration de la LIMAMA renforce l'importance de l'acceptation de la nouvelle constitution tout en réaffirmant son rôle actif dans la préservation des valeurs islamiques et la garantie des droits de tous les citoyens maliens dans le cadre de l'évolution constitutionnelle du pays.

Adama Coulibaly
Source : Le Nouveau Réveil

Niger : La CEDEAO tient au retour à l'ordre constitutionnel !



La commission de la CEDEAO a indiqué dans un communiqué rendu public hier mardi 08 août 2023 que la mission CEDEAO-UA-ONU qui devrait se rendre au Niger, n'a finalement pas eu lieu. En effet, les raisons avancées pour l'annulation de ladite mission ont été avancées dans le communiqué en précisant que « Ce projet a été annulé à la suite d'une communication des autorités militaires du Niger, transmise tard dans la nuit, indiquant qu'elles n'étaient pas en mesure de recevoir la délégation tripartite ».

En ajoutant, la commission signale que la mission était inscrite dans le cadre de trouver une solution pacifique à la crise au Niger qui a commencé depuis le 26 juillet dernier.

Après l'annulation de la rencontre avec les nouvelles autorités militaires (CNSP), la CEDEAO a tenu à annoncer dans le communiqué qu'elle continuera à déployer toutes les dispositions nécessaires en vue d'assurer le retour à l'ordre constitutionnel dans le pays.

Pour rappel, demain, jeudi 10 août 2023, un nouveau sommet extraordinaire des dirigeants de la CEDEAO se tiendra à Abuja au Nigeria.

Bouba/Malijet.com
Source : Malijet



www.malikile.com

Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, encadré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, surnommé la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 19 hectares de parc comprenant une zone d'activité couverte, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations intérieures et extérieures avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'aventure et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques.

Les jeunes sont logés en chambres de 4 à 8 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatisés. Les petits déjeuners anglais et continentaux, et deux repas chauds par jour, sont pris dans le restaurant self-service du centre.

COURS ET ATELIERS:

24 heures de cours d'anglais

Accent sur la communication pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test en début de séjour permet d'évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

ANGLAIS & MULTI-ACTIVITÉS

Cours de langue: maximum 15 élèves par classe

Activités: grand choix parmi la liste ci-dessous

LOISIRS:

- Des demi-journées d'activités sportives et culturelles
- Des soirées animées.

Activités possibles sélectionnées parmi la liste ci-dessous:

Descente en rappel – Aeroball – Aquafun – Tir à l'arc – Canoë – Parcours du Combattant – Escalade – Promenade en bord de mer – Sentiers naturels et maritimes – Escrime – Balançoire géante – Accrobranche – Echelle de Jacob – VTT – Course d'orientation – Résolution d'énigmes en équipe – Construction de Radeaux – Exercices de Survie en nature – Trapèze – Vertical challenge – Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissantes encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les veillées seront choisies et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.

Excursions possibles: Dartmouth – Torquay – le parc national de Dartmoor – etc.

ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et britanniques et notre Directeur de centre.

VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Ayant beaucoup de demandes pour ce séjour, notre centre se remplit très rapidement, nous pouvons être amenés à utiliser un autre centre offrant des prestations similaires.

Les activités proposées ne sont pas contractuelles. Elles sont indiquées à titre d'exemple selon les disponibilités sur place. Toute activité ne pouvant avoir lieu serait remplacée par une activité équivalente.



Dates
Séjours 2023
Du 1^{er} au 14 Août
ou
Du 14 au 27 Août

Tarifs:
2 000 000 FCFA
Frais d'Inscription :
300 000 FCFA

Séjour
Exceptionnel
à Dakar pour
les formalités
de visas en
Juillet 2023

MADE IN
BRITAIN





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

Article 6: Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7: L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Emploi et Formation Professionnelle :

Mme Bagayoko Aminata TRAORE en visite de terrain



Jeudi 10 Août 2023, a été une journée marathon pour la nouvelle Ministre de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Mme Bagayoko Aminata TRAORE. De bon matin, elle a reçu les incubateurs et les startups maliennes dans son bureau pour un premier contact. Ensuite, elle s'est rendue dans deux petites et moyennes entreprises (PME/PMI) spécialisées dans la transformation agro-alimentaire et la production d'aliments pour volaille. Ces visites sur le terrain permettaient à la ministre de se rapprocher des entreprises, d'aller au-delà de la théorie et d'écouter les dirigeants d'entreprise concernant leurs préoccupations.

La première étape s'est déroulée dans le quartier Attbougou 1008, où elle a visité le centre de transformation du moringa appelé MaMali Moringa, dirigé par Mme Sinayogo Sakalé Traore. Ce centre a été créé en 2017 et emploie 20 personnes, dont 9 à temps plein et 11 à temps partiel.

Ensuite, la deuxième étape s'est déroulée à Samaya, où se trouve une unité de transformation d'aliments pour animaux et de distribution appelée Walila Sarl. Cette entreprise a été créée en 2014, mais la production a commencé le 22 mars 2023. Elle produit mensuellement 40 tonnes d'aliments et emploie 10 personnes.

À la fin de la visite, Mme la Ministre de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la

Formation Professionnelle, Mme Bagayoko Aminata TRAORE, s'est déclarée très satisfaite et pleine d'espoir. Elle a constaté l'existence d'un écosystème entrepreneurial qui a besoin d'être soutenu et qui manifeste une réelle volonté de réussir. Elle est ravie de voir des jeunes donner l'exemple et devenir des ambassadeurs pour les autres jeunes qui souhaitent se lancer dans l'entrepreneuriat.

"Aujourd'hui, nous constatons que le secteur est confronté à de nombreux problèmes liés à l'accès au financement, à la difficulté pour ces jeunes PME/PMI de trouver un financement adéquat pour leurs activités, ainsi qu'à la difficulté qu'ils rencontrent souvent pour trouver le bon partenaire et les bons mécanismes d'accompagnement. Ce que nous avons constaté, c'est que ces jeunes entrepreneurs sont animés d'une grande volonté. Les deux secteurs que nous avons visités, à savoir la transformation de la plante moringa et la production d'aliments pour animaux, ont un marché très porteur tant au niveau national que sous-régional. Nous avons constaté que les porteurs de ces initiatives possèdent l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien ces projets. Et en termes de création d'emplois, nous savons que ce sont ces PME/PMI qui grandiront et créeront des emplois à l'avenir. C'est la principale raison pour laquelle nous avons souhaité leur rendre visite", nous explique Mme Bagayoko Aminata TRAORE à la fin de la visite.

Bokoum Abdoul Momini



25ème session de l'ANASER : 8 189 accidents ayant entraîné 8 297 blessés et 684 tués en 2022 !

Le jeudi 10 août 2023, le ministre des Transports et des Infrastructures, Dembélé Madina Sissoko, a présidé la 25ème session ordinaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale de la Sécurité routière (ANASER). Cette réunion s'est déroulée en présence des administrateurs et du directeur général de l'agence nationale de la sécurité routière. Les points abordés lors de cette session étaient les suivants : l'adoption du procès-verbal de la 24ème session ordinaire du Conseil d'Administration qui s'est tenue

le 08 décembre 2022, l'examen de l'état de mise en œuvre des recommandations de la 24ème session ordinaire du Conseil d'Administration, l'examen du rapport d'activités du 1er semestre de l'année 2023, l'examen de l'état d'exécution du budget 2023 à la date du 30 juin 2023 et les questions diverses.

Il ressort des discussions que les campagnes de prévention routière, l'évolution de la réglementation avec l'adoption en Conseil des ministres du 16 juin 2023 d'un nouveau code

de la route, ainsi que les moyens de contrôle mis en place par le Gouvernement, visent à encourager les conducteurs de véhicules, les piétons et tous les usagers de la route à adopter un comportement responsable sur les voies ouvertes à la circulation publique. L'état de mise en œuvre des activités au premier semestre de l'année 2023 montre que sur les 44 activités programmées pour 2023, 20 ont été totalement exécutées, soit 45,45 %, 19 sont en cours d'exécution, soit 43,18 %, et 5 n'ont pas encore été exécutées, soit 11,36 %. À la même date, sur un budget prévisionnel total de 2 869 651 588 F CFA, l'ANASER a perçu des recettes de 1 662 871 674 francs CFA, soit un taux de recouvrement de 57,95 %. En ce qui concerne les dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de 47,43 %, soit un montant de 1 361 040 956 francs CFA, au 30 juin 2023.

Dans son discours d'ouverture, le ministre des Transports et des Infrastructures, Dem-





bélé Madina Sissoko, a informé que lors du premier trimestre de l'année 2023, un atelier a été organisé pour valider les statistiques des accidents de la circulation routière de l'année 2022. Il en ressort que notre pays a enregistré 8 189 accidents de la circulation routière, entraînant 8 297 blessés et 684 décès. En 2021, on avait recensé 10 614 accidents, avec 9 085 blessés et 736 décès. "L'analyse révèle une baisse du nombre de victimes d'accidents de la circulation routière. Cependant, cette diminution des chiffres ne doit pas nous faire baisser notre vigilance, même pour un court instant, car elle est le résultat des efforts de tous les acteurs de la sécurité routière." "En revanche, elle devrait encourager nos efforts pour lut-

ter contre le fléau de l'insécurité routière qui continue de causer des deuils dans nos familles, d'handicaper nos compatriotes et de nuire à nos économies. Dans le cadre de sa mission de promotion et de renforcement de la sécurité routière, l'Agence nationale de la Sécurité routière met l'accent sur les campagnes de sensibilisation et de formation destinées aux jeunes, dans les écoles, les marchés, les lieux de travail et les associations de jeunes", a-t-elle précisé.

Dans la même optique, la ministre des Transports et des Infrastructures, Dembélé Madina Sissoko, a souligné que le second semestre sera marqué par une intensification des opérations de communication,

notamment à l'occasion de la rentrée scolaire et des fêtes de fin d'année, périodes de forte mobilité sur les routes où les risques d'accidents sont accrus. "Dans le cadre de l'examen des documents de cette session soumis à votre validation, vous êtes appelés à soutenir, pour le second semestre 2023, la poursuite du programme d'activités de l'ANASER. Je ne doute pas que vous étudierez les documents de la session avec responsabilité et que vous vous engagerez pleinement dans la réalisation des objectifs mentionnés", a-t-elle souligné avant de déclarer ouverte cette 25ème session.

■ Ibrahim Sanogo

Don de kits alimentaires : L'ambassade de chine au Mali au secours des familles déplacées du centre Mabilé



Le mercredi 9 août 2023, l'Ambassade de Chine au Mali a organisé une cérémonie de distribution de kits alimentaires pour les familles déplacées du centre Mabilé de Faladié. La distribution des vivres s'est déroulée dans une atmosphère joyeuse.

Dans le cadre du renforcement du partenariat entre le Mali et la Chine, l'Ambassade de Chine au Mali a une fois de plus fait don de kits alimentaires aux personnes dans le besoin. Après le village de Gombala, CHEN ZHIHONG, l'ambassadeur de Chine au Mali, a remis des kits alimentaires contenant chacun 5 kg de riz, 5 kg de farine, 5 litres d'huile, 700 grammes de sel et 1 kg de sucre au Centre Mabilé de Faladié. Selon les donateurs, ce geste symbolise l'amitié profonde qui existe depuis longtemps entre la Chine et le Mali.

En tant que plus grand pays en développement, la Chine joue un rôle positif dans le maintien de la sécurité alimentaire mondiale. Ainsi, en 2021, le président chinois Xi Jinping a avancé l'initiative pour le dévelop-

pement mondial lors de la 76ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et a inclus la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire parmi les priorités de cette initiative. De même, lors de la 8ème Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, le président Xi Jinping a proposé neuf programmes de coopération sino-africaine, y compris un programme de réduction de la pauvreté et des projets agricoles.

Selon l'ambassadeur de Chine au Mali, la sécurité alimentaire est un élément essentiel de la coopération amicale sino-malienne. Dans ce sens, il a affirmé que la Chine est pleinement consciente des défis auxquels le Mali est confronté en matière de sécurité alimentaire. C'est pourquoi le gouvernement chinois a récemment fait un don de près de 2000 tonnes de riz au gouvernement malien pour l'aider à lutter contre la pénurie alimentaire. "Je tiens à remettre ces kits alimentaires à la population locale pour les aider à traverser cette période difficile", a-t-il

déclaré. Il a également souligné que la Chine s'efforce de donner des poissons aux gens tout en leur apprenant à pêcher. Dans le but d'aider le Mali à développer son agriculture, la Chine a envoyé un groupe d'experts agricoles pour mener à bien le projet d'assistance technique agricole au Mali. Cette initiative vise à former activement le personnel malien et à réaliser des démonstrations de technologies de production agricole dans les zones rurales. Par la même occasion, CHEN ZHIHONG a souligné que la Chine et le Mali sont tous deux des pays en développement. Depuis l'établissement des relations diplomatiques il y a 63 ans, la Chine et le Mali ont mené une coopération fructueuse dans de nombreux domaines. Comme l'a précisé l'ambassadeur, à l'avenir, la Chine continuera de travailler avec le Mali pour réaliser un développement partagé et promouvoir la construction d'une relation Chine-Mali de haut niveau, bénéfique pour les deux peuples.

Siguéta Salimata DEMBÉLÉ

Cherté de la vie : Les prix des denrées de première nécessité montent en flèche

La période de soudure qui commence d'août à septembre est particulièrement difficile cette année en raison de l'inflation. Dans plusieurs foyers, les trois repas quotidiens sont devenus rares, de Bamako aux capitales régionales en passant par les communes. Les paysans ont fini de manger le peu qui restait de leurs récoltes de l'année précédente. En attendant les prochaines récoltes, le coût de la vie est élevé. Ce qui complique davantage la situation est l'incapacité des responsables du commerce à juguler la montée des prix. Finalement, on ne trouve plus certaines marchandises dans les marchés du pays.

Ainsi, les prix des denrées de première nécessité ne font que grimper alors que le nouveau ministre du Commerce et de l'Industrie s'illustre par des sorties médiatiques. Après avoir rencontré les commerçants, rien n'a changé dans l'approvisionnement du pays en sucre. Ce n'est pas tout, les boulangers aussi se plaignent de la flambée des prix au moment où une baisse est constatée sur les prix au niveau du marché international. Le problème est que le gouvernement peine à trouver des produits abordables pour les consommateurs qui sont les premières victimes des choix de la gouvernance économique.

C'est dans ce contexte que le ministre de l'Industrie et du Commerce a reçu le 31 juillet 2023 les meuniers de Bamako. L'objectif de la rencontre était un échange avec ces industriels qui sont importants dans l'approvisionnement des boulangers. Un autre but était d'apporter le soutien du gouvernement pour relever le défi de la production de farine de blé dont on a beaucoup besoin. Le ministre a indiqué que la solution de l'importation, bien que permettant de satisfaire les besoins immédiats, ne devrait pas être le principal mode d'approvisionnement du marché.

Selon lui, le gouvernement est résolu à prendre des mesures pour soutenir l'ensemble des industries, quelle que soit leur catégorie, afin de relever les défis alimentaires. Il a aussi évoqué les problèmes de fraude et de concurrence déloyale qui nuisent considérablement à l'économie ma-



lienne ainsi qu'aux industries locales. Et pour remédier à ces difficultés, des mesures urgentes seront prises, à en croire le ministre, en collaboration avec le ministère de l'Économie et des Finances.

L'initiative du gouvernement marque le début d'une bataille économique qui vise à atteindre l'autosuffisance alimentaire et à favoriser le développement du pays dans lequel les industries joueront un rôle crucial. Le gouvernement s'engage dans une démarche de réexamen et de refonte de la politique industrielle. Cette démarche vise essentiellement à promouvoir et développer les grandes, moyennes et petites industries, afin de transformer la production locale dans le domaine de l'agriculture.

Beaucoup estiment que le nouveau ministre de l'Industrie a atteint déjà ses limites en n'arrivant pas à résoudre les problèmes des consommateurs. Ils ne comprennent pas que les prix de la farine restent élevés au Mali alors que la tendance est à la baisse sur le marché international. En plus de cela, le Mali entretient de bonnes relations avec certains pays exportateurs dont la Russie. Autrement dit, cette coopération russe n'a rien apporté aux boulangers qui s'attendaient à tout sauf la cherté du blé au Mali.

N.D

Source : L'Alerte



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Femmes et élections : Oumou Ba sensibilise ses camarades

La Maison de la Presse a abrité, le mercredi 02 août dernier, la Conférence débat de la Journée panafricaine des femmes. L'événement s'est tenu sous le thème : « La participation effective des femmes au développement de la nation ».



Célébrée depuis 1962, la journée panafricaine est devenue un événement régulier au Mali. Chaque année, des thématiques d'actualités aux enjeux réels sont pris pour débattre afin d'apporter des réponses idoines aux préoccupations auxquelles les femmes sont confrontées. Cette année, le choix s'est porté sur la participation des femmes aux élections. L'objectif de cette conférence-débat était de rappeler le rôle et la place qui reviennent à la femme dans la vie politique et le développement de la nation

Prenant la parole, la vice-présidente de l'Organisation panafricaine des femmes (OPF), Mme Diallo Kama Sakiliba, dira que son organisation avait pour objectifs fondamentaux l'émancipation de la femme et la lutte contre le colonialisme. Selon elle, cette organisation a été créée avant l'OUA par Aoua Keita et ses camarades tout en déclarant que c'est

dans la solidarité qu'elles peuvent obtenir des résultats. Depuis sa création a-t-elle dit, l'organisation a recentré son objectif sur le développement et le combat politique. « Nous travaillons avec les organisations féminines nationales pour défendre les droits de femme » a-t-elle affirmé.

Aussi, Mme Diallo Kama Sakiliba a-t-elle estimé que cette organisation fut le cheval de bataille des femmes d'Afrique et qu'elle a su fédérer toutes les femmes africaines face au combat colonialiste et l'apatridie ainsi que pour la lutte en faveur de l'émancipation des femmes. Tout en alphabétisant des femmes, en les aidant à apprendre de petits métiers à savoir : teinture, couture, coiffure et savonnerie.

Pour elle, il est important que ces femmes organisent des journées d'informations et de

sensibilisations pour la salubrité de Bamako. Avant d'ajouter : « A l'époque on appelait Bamako la ville coquette ; c'est dommage qu'on voie Bamako aujourd'hui comme ça, parce que les femmes ont perdu toute habitude de se mettre ensemble pour galvaniser la population autour de la salubrité ». Pour terminer, la vice-présidente de l'OPF a invité toutes les femmes africaines à être solidaires et au cœur de la gestion des conflits.

Pour sa part, Mme Sangaré Oumou Bah, ancienne ministre de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, a indiqué que le thème qui lui a été confié, femme et processus électoral, est d'actualité. A ses dires le pays est dans une période transitoire qui prendra fin dans peu de temps et les élections se préparent. De même qu'il faut une participation massive des femmes, une participation en tant que citoyenne, électrice, candidate surtout avec les jeunes femmes. « Je me réjouis d'être conférencière, de leur expliquer les avantages de participer activement à la vie politique et à la vie publique du pays. Parce que si les femmes y participent, le développement est assuré » a-t-elle souligné.

Initiatrice de la loi n°052..., Sangaré Oumou Ba souligne que cette loi est appliquée politiquement parce qu'il y a des sanctions contre les partis qui ne la respectent pas. Elle a aussi témoigné qu'il reste beaucoup à faire au niveau des nominations et que les femmes n'ont pas voulu saisir toutes les opportunités pour aller vers les sanctions. « Nous voulons la sensibilisation d'abord parce que le changement n'est pas facile. Ça vient progressivement et je pense que les femmes mêmes ont compris qu'il y a discrimination au niveau des nominations et je pense qu'elles vont faire des efforts tout en utilisant leur stratégie pour réduire ces discriminations » a-t-elle conclu.

Amadou Kodio
Source : Ziré

Journée mondiale des droits de l'enfant : L'engagement ferme du MPFEF

Le ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille s'engage à garantir à chaque enfant une jouissance pleine et entière de ses droits



Le 20 novembre, retenu comme date anniversaire des droits de l'enfant par les Nations Unies, est célébré chaque année à travers le monde entier. Cette année, la tradition a été respectée par notre pays, à l'instar de la communauté internationale. C'était le week-end dernier au Palais de la culture Amadou Hampaté Ba, autour du thème : « Un système de protection renforcé pour une protection des droits adaptée à chaque enfant ».

Par solidarité gouvernementale, deux ministres de la République se sont joints à Mme le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Wadidié Founè Coulibaly. Il s'agit du ministre de la Santé et du Développement social, Mme Diéminatou Sangaré et celui de l'Emploi et de l'Entrepreneuriat, Bakary Doumbia.

Prononçant le discours officiel de la 32^{ème} édition de cette commémoration, le ministre Mme Wadidié Founè Coulibaly a d'abord remercié les plus hautes autorités du pays, à travers le Président de la Transition pour les efforts déployés dans le respect des droits et le bien-être des enfants.

Parlant des acquis enregistrés en 2020, dans le cadre de la promotion des droits de l'enfant, Mme le ministre a cité entre autres : 247 enfants adoptés ; 2898 enfants vulnérables pris en charge ; 1220 enfants en mobilité pris en charge ; 658 cas de mariage d'enfants pris en charge; 144 enfants sortis des groupes armés. Ce qui a fait que les taux bruts de scolarisation sont passés de 75% pour les filles au fondamental en 2019-2020.

Malgré ces acquis, des défis restent à relever au sujet de l'insécurité, avec pour conséquence la fermeture des milliers de classes et d'enfants non scolarisés, pour cause de déplacement des parents.

Auparavant, la représentante résidente de l'Unicef au Mali, Mme Sylvie Fouet avait laissé entendre que dans le cadre d'un partenariat, son organisation et ses partenaires avaient initié quelques actions. Dont, entre autres : l'opération « retour à l'école », l'éducation à distance et l'appui à la réouverture d'écoles fermées. Aussi, dans les mêmes veines, l'Unicef a lancé le « projet changement pour les enfants » qui offrira l'opportunité aux adolescents et aux jeunes de 21 pays (inclus le Mali), de faire entendre leurs voix. « Cette célébration a été également mise à profit pour amener les enfants à exercer les responsabilités par simulation » a-t-elle conclu.

Nouhoum Cherif Haïdara, président du parlement des enfants, a reconnu les efforts des plus hautes autorités du pays, dans la promotion des droits de l'enfant au Mali. Tout en faisant un plaidoyer en faveur des enfants privés de leurs droits par le fait de l'insécurité, il a reconnu l'engagement de Mme le ministre de tutelle, pour avoir réalisé l'une de leurs doléances exprimées à l'édition précédente. C'est la réhabilitation et l'équipement des locaux du parlement des enfants.

Comme à l'accoutumée, le président de la Coalition malienne pour les droits de l'enfant (COMADE) a d'abord dressé un bilan macabre de certaines pratiques de notre société, auxquelles les enfants sont soumis. Il a ensuite profité pour exprimer un vœu, celui de l'organisation d'un Forum national sur la protection des enfants.

Diakalia M Dembélé
Source : 22 Septembre

L'énergie renouvelable : Une « alternative » au déficit énergétique au Mali

L'électrification est très faible dans les zones rurales avec moins de 20% contre 55% dans les centres urbains. Le Groupe énergie renouvelable environnement solidarité GERES veut faciliter l'accès à l'énergie pour les usagers productifs ruraux.



Il a organisé un atelier hier à Bamako pour améliorer la résilience économique des petites entreprises en favorisant une meilleure condition de travail.

La représentante pays de GERES, Aissata Tall, a indiqué que ce projet contribue à électrifier les zones rurales afin de promouvoir leur activité économique. « Pour la première phase du projet, nous avons installé six zones d'activités électrifiées, consolidé deux anciennes zones d'activités électrifiées et nous avons pu appuyer environ quatre-vingt petites entreprises rurales », explique Mme Tall qui ajoute que « cinq zones sont ciblées pour la phase II ».

Le défi du financement

Selon le directeur national adjoint de l'énergie le manque de couverture est dû à l'insuffisance de financement et la lenteur du processus. « À Kita, on a une centrale de 50W, mais avec d'autres partenaires, des projets sont en cours », ajoute M.Sidibé. Il signale que « le Mali est entièrement engagé dans cette phase qu'on appelle transition électrique ».

Les bénéficiaires se réjouissent d'avoir de l'énergie et un pôle d'habitation pour développer leurs entreprises. C'est le cas de Boly Cissé Coulibaly transformatrice à Kita.

« Nous sommes des femmes rurales, nous n'avons pas d'électricité dans notre village. Cette électrification va nous faciliter le travail Et nous transformons les produits de nos champs. Nous avons tous les matériels ici », souligne-t-elle.

Il faut rappeler que face au défi que constitue l'accès à l'énergie fossile au Mali, plusieurs acteurs préconisent l'énergie renouvelable pour soulager les populations maliennes.

Studio Tamani

Niger : 21 ministres pour diriger la transition

Deux jours après la nomination de M. Lamine Zeine Ali Mahamane à la tête de la primature, le Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) en sa qualité de Chef d'Etat, a signé hier mercredi 09 août 2023, dans la soirée, un décret portant nomination des membres du gouvernement.



Nommé Premier ministre le lundi dernier 07 août, Lamine Zeine avait la lourde tâche de constituer un gouvernement le plus tôt. A cet effet, il a placé sa confiance en vingt (20) autres cadres du pays pour la coalition de leurs idées et forces pour la gestion de la transition. Ladite liste est composée de civils et de militaires, dont quatre (04) femmes.

Voici la composition :

1. Premier ministre, ministre de l'Économie et des Finances : Monsieur Lamine Zeine Ali Mahamane
2. Ministre d'Etat, ministre de la Défense nationale : Général de Corps d'Armée Salifou Mody
3. Ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration du territoire : Général de Brigade Mohamed Toumba
4. Ministre de la Jeunesse et des Sports : Colonel Major Abdourahamane Amadou
5. Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'extérieur :

Monsieur Bakary Yaou Sangaré

6. Ministre de la Santé publique, de la Population et des Affaires Sociales : Médecin Colonel major Garba Hakimi
7. Ministre Directeur de Cabinet du Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP): Docteur Soumana Boubacar
8. Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage : Monsieur Mahaman Elhadj Ousmane
9. Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation technologique : Professeur Mahamadou Saidou
10. Ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement professionnel et de la Promotion des langues nationales : Madame Elizabeth Cherif
11. Ministre des Transports et de l'Équipement : Colonel Salissou Mahaman Salissou
12. Ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Environnement : Colonel Maizama Abdoulaye
13. Ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des Sceaux : Monsieur Alio Daouda
14. Ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi : Madame Aissatou Abdo-

ulaye Tondi

15. Ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat : Monsieur Salissou Sahirou Adamou
16. Ministre de l'Action humanitaire et de la Gestion des catastrophes : Madame Aissa Lawan Wandarama.
17. Ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie : Monsieur Mahaman Moustapha Barké
18. Ministre de l'Artisanat et du Tourisme : Madame Guichen Agaichata Atta
19. Ministre de la Communication, des Postes et de l'Économie numérique : Monsieur Sidi Mohamed Raliou
20. Ministre du Commerce et de l'Industrie : Monsieur Seydou Asman
21. Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé des Finances : Monsieur Moumouni Boubacar Saidou

Nous souhaitons plein succès à ce gouvernement en espérant qu'il serait à hauteur des attentes de nombreux nigériens et africains.

Bouba/Malijet.com
Source : Malijet

Coup d'état au Niger : La Russie appelle à privilégier une issue pacifique

Un responsable du ministère russe des Affaires étrangères déclare que Moscou s'attend à ce que la CEDEAO choisisse la voie diplomatique pour parvenir à une entente avec Niamey.

La Russie a déclaré, mercredi, qu'elle s'attendait à ce que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) parvienne à résoudre par des moyens politiques et diplomatiques le problème du coup d'État survenu au Niger.

Les dirigeants du bloc régional se rencontreront jeudi, pour discuter des prochaines actions à entreprendre après que les putschistes nigériens, qui ont pris le pouvoir le 26 juillet, ont bravé l'ultimatum qui leur était fixé pour réintégrer dans ses fonctions le président déchu du pays, Mohammed Bazoum.

La CEDEAO a condamné le coup d'État, imposé des sanctions économiques et de déplacement et a également convenu d'un éventuel plan d'action militaire si le dirigeant détenu n'était pas libéré et ne retrouvait pas son poste.

"Nous considérons qu'il est extrêmement important d'empêcher une nouvelle escalade de la tension au Niger. Nous pensons qu'un retour rapide à l'ordre et l'organisation d'un dialogue national inclusif sont les seules solutions possibles", a déclaré le porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères, Alexey Zaytsev.

Zaytsev a précisé que la situation dans ce pays d'Afrique de l'Ouest était "généralement stable", que les organes de l'État continuaient à fonctionner normalement et que le processus de formation d'un nouveau gouvernement avait été entamé. "Nous soutenons les efforts de médiation entrepris par la communauté africaine pour aider les Ni-



gériens à surmonter la crise actuelle. Mais nous partons du principe que l'intervention des troupes de la CEDEAO ne contribuera probablement pas à l'instauration de la paix au Niger, ni à la stabilisation de la situation dans l'ensemble de la région", a-t-il souligné.

Et d'ajouter que du point de vue de la Russie, "les problèmes africains doivent être résolus par les Africains".

L'ambassade de Russie au Mali, qui couvre également le Niger, a indiqué qu'aucun incident impliquant des ressortissants russes n'avait été signalé à ce jour et que les diplomates restaient en contact permanent avec eux.

"Nous recommandons toujours aux ressortissants russes de s'abstenir de se rendre en République du Niger jusqu'à ce que la situation revienne à la normale", a-t-il déclaré.

En réponse aux accusations de l'Ukraine concernant l'implication de la Russie dans l'orchestration du coup d'État, Zaytsev a déclaré : "Les responsables politiques ukrainiens changent leurs déclarations des centaines de fois par jour. Même les partenaires occidentaux, bien souvent enclins à critiquer la Russie sans raison, n'ont rien dit de tel. Il n'y a donc rien de concret, ce ne sont que des allégations vides de sens".

*Traduit de l'Anglais par Mourad Belhaj
Source: <https://www.aa.com.tr/fr>

Communiqué de presse de la fédération malienne de football sur le mandat de dépôt émis à l'encontre le président, M. Mamoutou Touré

La fédération a pris connaissance avec stupéfaction, ce matin, du mandat de dépôt émis à l'encontre de son président, m. Mamoutou touré, pour des faits qui remonteraient à ses fonctions antérieures de directeur administratif et financier de l'assemblée nationale.

La Fédération relève que cette arrestation fait suite à des rumeurs circulant sur les réseaux sociaux depuis plus d'un mois et alimentées par les opposants de M. Mamoutou Touré.

La Fédération, fidèle aux principes démocratiques qui l'animent, rappelle son attachement au principe de la présomption d'innocence qui doit bénéficier en tout temps

à toute personne accusée et, dans le cas présent, à M. Mamoutou Touré.

La Fédération va poursuivre son travail dans l'intérêt du Football Malien et de ses acteurs ; l'affaire en cours n'ayant pas d'impact sur son fonctionnement.

La Fédération suivra avec intérêt particulier les suites de cette affaire.

Enfin, les membres du Comité Exécutif de la Fédération tiennent à témoigner leur soutien unanime à M. Mamoutou Touré.

Bamako, le 09 août 2023 P/LE COMITE EXECUTIF

HENNE KASSOUM COULIBALY Chevallier de l'Ordre National
LE PRÉSIDENT





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous ne serez plus sous pression comme vous l'aurez été. Enfin libéré d'un certain nombre de contraintes, vous pourrez progresser comme vous l'entendrez sans avoir quelqu'un en permanence sur votre dos pour vérifier la qualité de votre travail.

Vous reverrez votre échelle de valeurs. Plus terre-à-terre, Uranus en Taureau vous invitera à repenser votre rapport à l'argent. Sans vous détacher du matériel, vous y accorderez moins d'importance. Vous envisagerez votre avenir financier sereinement.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Au contact de Pluton et de Saturne, votre volonté comme votre ambition seront renforcées. Vos projets avanceront et si vous faites des propositions, elles seront accueillies favorablement. Vous pourriez aussi accéder à un poste beaucoup plus valorisant.

Vous passerez à la vitesse supérieure en cumulant des bénéfices. Votre projet lancé sur la pointe des pieds connaîtra un succès inespéré, avec un enjeu financier important à la clef. Tablez aussi sur un placement judicieux dont vous tirerez profit.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle tâche démarre. Elle est vécue avec facilité. Un collègue peut vous assister et vous aider à avancer. L'arrivée de la complicité vous apporte un encouragement. La journée apporte une satisfaction à travailler. Vous sentez une reconnaissance.

Le climat reste aux dépenses. Elles ont un lien avec une sortie. Pour séduire, vous pouvez faire du shopping. L'inquiétude liée aux finances disparaît. Vous vivez avec sérénité votre relation à l'argent en payant les factures et en vous faisant aussi plaisir.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les fortes dissonances de Jupiter pourront provoquer une baisse d'activité, engendrer une période de chômage, ou une mise en cause de la qualité de votre travail... Dans tous les cas, vous devrez garder votre sang-froid et défendre votre bifteck !

À cause d'un avis à tiers détenteur, d'une saisie administrative, ou d'un courrier en provenance d'un huissier, vous ne disposerez pas de la totalité de vos biens ou de vos revenus, un peu comme si tout était bloqué ou en attente !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez les moyens de sortir d'une impasse. Une tendance jouera en votre faveur montrant une aide qui vous sera salutaire. Il sera dans votre intérêt, sans trop forcer, de créer des contacts, de solliciter des entretiens pour trouver un arrangement.

Grâce à l'expertise généreuse de vos planètes, vos rentes d'argent seront stables, ce qui devrait vous permettre de faire tourner votre budget sans difficultés. Quant à Mars, il vous conseillera sur des placements à privilégier. Faites-lui confiance.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aurez du pain sur la planche. Votre activité tournera au ralenti et il vous faudra trouver une solution pour accélérer la cadence. S'il y a des contraintes, vous parviendrez à tirer votre épingle du jeu et évoluer en fonction des événements.

Vous serez pressé et impatient d'obtenir rapidement des euros, des résultats financiers intéressants. À part si vous travaillez à votre compte, auquel cas, vous aurez des idées pour augmenter vos ventes, mais ne récolterez pas tout de suite de l'argent.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une nouvelle affaire pourrait vous être proposée. Elle peut avoir un lien avec un poste commercial. Du changement arrive et il vous apporte une satisfaction longtemps attendue. Vous démarrez une nouvelle orientation. Elle fait appel à vos compétences.

Vos finances sont rassurantes suite à une bonne nouvelle professionnelle. Des moments de sérénité vous accompagnent. Malgré les dépenses, vous continuez de rester optimiste à propos de l'argent. Continuez de gérer la trésorerie avec prudence et tout ira bien.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les avantages liés à votre activité professionnelle seront nombreux. Ils donneront à votre carrière une meilleure assise. Vous minimiserez les problèmes et les difficultés que vous rencontrerez en chemin. Le rythme de cette journée sera assez soutenu...

Des personnages de votre entourage professionnel ou privé multiplieront les conseils à votre égard... Mise le paquet sur ce cheval, achetez ces actions ou placez une partie de vos économies en bourse... Aujourd'hui, vous ne suivrez aucune de ces recommandations !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Dopé par la puissance de Jupiter dans votre signe, vous tâcherez de vous placer en avant afin que l'on remarque vos talents. Ce qui sera retenu par certains sera votre faculté à vous mettre sur le devant de la scène, sans tenir compte de vos collaborateurs.

Vous retrouverez votre flair pour dégoter de bonnes affaires. Vous serez aussi très réactif pour qu'elles ne vous passent pas sous le nez. Vous passerez du temps pour suivre le déroulement de toutes ces opérations, et il vous rapportera de l'argent.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre journée s'annoncera laborieuse, avec la nécessité de vous concentrer sur nombre d'aspects techniques et beaucoup de détails. Mais le jeu en vaudra la chandelle, puisque vous y gagnerez en crédit auprès de personnes influentes dans votre activité.

Avec Saturne, vous devrez appliquer un plan de rigueur. Les consignes seront claires et vous devrez ajuster vos dépenses à vos revenus, examiner de près toutes vos factures et si vous vivez en famille, demander à chacun de respecter les limites du budget.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous travaillez bien et recevez enfin la récompense. Les rapports avec la hiérarchie sont bons. La journée est favorable à négocier un contrat. Évoquez les revenus avec un de vos chefs. Proposez vos prétentions, on vous écoute. Mais la réponse sera longue.

Les dépenses continuent d'être importantes. Elles couvrent surtout les charges. Vous calculez au plus près les frais actuels. Des dépenses sont peu élevées, mais elles sont nombreuses. Une meilleure gestion est recommandée. Elle vous évitera un déséquilibre.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez avec votre partenaire, vous ne pourrez pas vous empêcher aujourd'hui de vous prendre la tête sur votre lieu de travail. Cela aura un effet déplorable sur vos collègues et sur les clients. Votre attitude sera peu commerciale...

En ce milieu de mois, vos finances commenceront à faire la grimace. En regardant votre liste de courses et en faisant vos comptes, vous vous apercevrez que vous ne pourrez pas tout acheter. Du coup, par dépit, mais aussi par colère, vous resterez chez vous.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23